

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

JEUDI 19 NOVEMBRE 2020



Délibération n°20.281

Séance du 19 novembre 2020

Date de convocation du conseil :
13 novembre 2020

Nombre de délégués en exercice :
104 titulaires et 28 suppléants

Quorum : 35

Le Président de la communauté d'agglomération certifie que la présente délibération a été transmise au représentant de l'Etat le :

Et que celle-ci a été affichée à la porte du siège de la communauté, à Roissy-en-France le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

L'an 2020 le 19 novembre à 19 heures 00, le conseil communautaire légalement convoqué le 13 novembre 2020, s'est réuni au siège - 6 bis avenue Charles de Gaulle à Roissy-en-France et en visioconférence, sous la Présidence de Monsieur Pascal DOLL, Président.

Présents : Pascal DOLL, Manuel ALVAREZ, Alain AUBRY, Daniel AUGUSTE, Pierre BARROS, Abdellah BENOURET, Jérôme BERTIN, Müfit BIRINCI, Charlotte BLANDIOT-FARIDE, Jean-Pierre BLAZY, Frédéric BOUCHE, Severine BOUGEAULT, Séverine BROUET-HUET, Malika CAUMONT, Marwan CHAMAKHI, Mariam CISSE-DOUCOURE, Bernard CORNEILLE, Fabrice CUYERS, Catherine DELPRAT, Frédéric DIDIER, Djida DJALALLI-TECHTACH, Daniel DOMETZ, Michel DUTRUGE, Yacine ELBOUGA, Claude FERNANDEZ-VELIZ, Magalie FRANCOIS, Valérie GAILLOT, Isabelle GAUTIER, Patrice GEBAUER, Jean-Claude GENIES, Pascal GIACOMEL, Laure GREUZAT, Gabriel GREZE, Patrick HADDAD, Jacqueline HAESINGER, Abdelaziz HAMIDA, Daniel HAQUIN, Françoise HENNEBELLE, Eric JOURNAUX, Alexandre KARACADAG, Laetitia KILINC, Jean-Jacques KRYSS, Dominique KUDLA, Jean-Charles LAVILLE, Annick L'OLLIVIER-LANGLADE, Francis MALLARD, Maurice MAQUIN, Joël MARION, Jean-Louis MARSAC, Frédéric MOIZARD, Michel MOUTON, Yves MURRU, Benoît PENEZ, Eric PLASMANS, Laurent PRUGNEAU, François PUPPONI, Roland PY, Corinne QUERET, Adeline ROLDAO-MARTINS, Isabelle RUSIN, Adiparamesvary SADASIVAM, Tutem SAHINDAL-DENIZ, Jean SAMAT, Philippe SELOSSE, Jean-Luc SERVIERES, Charles SOUFIR, André SPECQ, Franck SUREAU, Michel THOMAS, Eddy THOREAU, François-Xavier VALENTIN, Antoni YALAP, Sonia YEMBOU, Abdelwahab ZIGHA.

Pouvoirs : Chantal AHOUNOU à Annick L'OLLIVIER-LANGLADE, Yves ALBARELLO à Daniel DOMETZ, Pascal BACHELET à Patrice GEBAUER, Christine DIANE à Pascal DOLL, Benoît JIMENEZ à Müfit BIRINCI, Marie-Claude LALLIAUD à Tutem SAHINDAL-DENIZ, Madeleine LATOUR à Alain AUBRY, Jocelyne MAYOL à Annick L'OLLIVIER-LANGLADE, Annie PERONNET à Pascal DOLL, Saïd RAHMANI à Patrick HADDAD, Shaïstah RAJA à Patrick HADDAD, Bernard RIGAULT à Alain AUBRY, Hervé TOUGUET à Jean-Luc SERVIERES.

Maurice MAQUIN est désigné en qualité de secrétaire de séance.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Roissy Pays de France ;

Vu la décision ministérielle du 28 août 2020 confirmant la réalisation de la liaison ferroviaire Roissy-Picardie en deux phases, définissent les conditions de lancement de l'enquête d'utilité publique et les dispositions retenues pour la suite du projet, demandant à SNCF Réseau de préparer le dossier d'enquête et de finaliser les procédures préalables à son organisation, et désignant le Préfet du Val d'Oise coordonnateur de l'enquête ;

Vu le courrier du Préfet du Val d'Oise en date du 18 septembre 2020, reçu le 23 septembre 2020, saisissant la communauté d'agglomération Roissy Pays de France pour avis, au titre de l'évaluation environnementale, sur le projet de ligne ferroviaire Roissy-Picardie ;

Considérant que le calendrier de l'enquête publique est inadapté à une bonne association au projet des parties prenantes et des habitants ;

Considérant que la modernisation du RER D est nettement prioritaire pour les habitants du territoire de la communauté d'agglomération Roissy Pays de France, et que l'étude d'impact ne démontre pas que le projet de liaison ferroviaire n'aura pas d'impact sur le calendrier des travaux de modernisation du RER D ;

Considérant que le projet de ligne ferroviaire Roissy-Picardie nécessite une restructuration profonde du pôle gare de Survilliers-Fosses, non prise en compte dans l'étude d'impact ;

Considérant que les hypothèses prises dans le volet socio-économique de l'étude d'impact ne sont pas réalistes et que certains coûts induits par le projet ne sont pas pris en compte ;

Considérant que le dossier d'enquête publique ne précise pas clairement la tarification de la nouvelle ligne RER pour les franciliens ;

Considérant que le projet peut être significativement optimisé en matière d'artificialisation des sols, de compensation agricole et de reboisement ;

Considérant que le volet paysager ne permet pas d'apprécier les impacts du projet sur le paysage du territoire concerné, faute d'illustrations adaptées ;

Considérant que l'étude d'impact n'offre aucune garantie de préservation durable des continuités écologiques locales, en l'absence de plan de gestion des espaces dépendant du projet ;

Entendu le rapport du Président ;

Sur proposition du Président ;

Le conseil délibère, et

1°) donne un avis défavorable, au titre de l'évaluation environnementale, sur le projet de liaison ferroviaire Roissy-Picardie, tel que détaillé dans le document joint en annexe ;

2°) demande que l'enquête publique soit reportée afin de permettre une bonne association des parties prenantes et des habitants concernés par le projet ;

3°) demande que l'État et le maître d'ouvrage démontrent que la réalisation du projet de liaison Roissy-Picardie ne viendra pas retarder les travaux de modernisation du RER D, qui est prioritaire et s'inscrit dans un calendrier déjà très contraint ;

4°) demande que le maître d'ouvrage prenne en charge totalement le coût de la passerelle de la gare de Survilliers-Fosses et plus largement des travaux de restructuration du pôle gare de Survilliers-Fosses (gare routière, stationnement...), rendus nécessaires par la liaison Roissy-Picardie ;

5°) demande que les études socio-économiques soient refaites en prenant en compte des hypothèses réalistes et en intégrant l'ensemble des coûts induits par le projet ;

6°) demande de la confirmation que la capacité en ligne est suffisante pour accueillir les trains de voyageurs, y compris dans la perspective d'un éventuel renforcement de l'offre de Transilien, mais également les trains de fret ;

7°) demande que les impacts du projet sur l'activité agricole soient précisés et chiffrés, et que le projet soit optimisé en lien avec les collectivités locales, en termes d'artificialisation des sols, de compensation agricole et de restitution des fonctionnalités ;

8°) demande que les impacts du projet en matière d'hydrologie soient précisés, notamment à travers une modélisation hydraulique, et que les ouvrages proposés soient améliorés, particulièrement le franchissement du vallon du ru de la Michelette ;

9°) demande que le volet paysager du projet soit approfondi, mieux illustré et décliné en un plan de paysagement et un plan de gestion détaillé de l'ensemble de ses emprises ;

10°) demande que le maître d'ouvrage présente un plan de gestion détaillé des dépendances vertes du projet, garantissant une préservation durable des continuités écologiques locales ;

11°) dit que la présente délibération sera transmise au Préfet du Val d'Oise, coordonnateur de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, du projet de liaison ferroviaire Roissy-Picardie, en vue de sa mise à disposition du public sur le site internet de la Préfecture et de son intégration au dossier d'enquête publique ;

12°) charge le Président ou toute personne habilitée par lui, d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

PAR 83 VOIX POUR, 2 VOIX CONTRE ET 2 ABSTENTIONS.

Le Président de la communauté d'agglomération,



Pascal DOLL

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

095-200055655-20201119-DB20281-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/11/2020